

avantages commerciaux et trop peu à la sécurité. On méprise la sécurité, comptant pour notre défense sur des traités de commerce, bien que tous les gens avisés savent que le manque de défense conduira fatalement à la guerre et au sacrifice non seulement de la sécurité extérieure, mais aussi de la sécurité intérieure du pays. Les Anglais sont dégoûtés de la veule abdication perpétrée par le gouvernement socialiste. Ils se réarment pour le bien de la civilisation. Quand ils auront terminé cette tâche, les dictateurs disparaîtront.

L'autre jour, lord Baldwin disait, dans son discours de Worcester :

Bien que j'en sois persuadé, je sais que, si le désir de paix n'existe pas dans le cœur et l'âme de tous les dirigeants de l'Europe, un temps viendra où la guerre sera inévitable. Mais, que ce temps vienne, je sais que... fût-elle longue ou courte, le résultat ne peut être que le même. Notre pays combattant pour une noble cause, c'est-à-dire la liberté de l'esprit humain, luttera avec une unanimité de toutes les catégories sociales qu'on n'a encore vue dans aucune guerre du passé.

Personne n'est plus autorisé que lord Baldwin à parler de la sorte, à proférer cet acte de foi. Mais pourquoi attendre la guerre? Ne pouvons-nous réaliser dès aujourd'hui l'unanimité de toutes les catégories de la population canadienne, en union avec la Grande-Bretagne, afin d'être prêts quand le temps viendra? Le programme de défense du Canada, quel qu'il soit, est inséparable de celui de la Grande-Bretagne. Nos plans de défense doivent comporter la collaboration la plus étroite avec les armées anglaises de terre, de mer et de l'air.

On a parlé de la neutralité désarmée à laquelle s'est complu le Canada. C'est un luxe qu'aucun pays ne peut se permettre en face d'un Grand Agresseur. Car nous devons toujours tenir compte de cette possibilité que M. Hitler ou un autre dictateur convoitant les ressources naturelles du Canada vienne nous attaquer, ici même. Ce n'est pas seulement une possibilité mais une probabilité. L'autre jour, de mystérieux visiteurs examinaient nos ressources forestières. L'année dernière, on parlait du survol du Canada par des avions allemands. Ces gens connaissent bien mieux le Canada que nombre de Canadiens; ils en savent bien plus qu'un grand nombre des députés absents de la séance. Le réveil sera brutal, l'un de ces jours.

Le gouvernement anglais, je l'espère, signifiera à l'Allemagne, une fois pour toutes, qu'il n'entend aucunement lui rendre ses colonies.

On a parlé des Américains. Il est de la plus haute importance pour nous de rester en bons termes avec eux, et nous les remercions de leurs attentions. Mais rappelons-nous que la défense de leur propre pays suffit

[M. Church.]

à les occuper. Je doute que, attaqués, ils puissent accomplir davantage. Quant à leur politique, songeons que les Etats-Unis font toujours entendre deux voix, celle du président et celle du Congrès. Sous le régime de la loi Johnson, qui lie le président, ils ne peuvent fournir de fonds en vue de l'équipement d'armées alliées; et, en vertu de la résolution Ludlow, ils se sont dégagés de tout engagement envers l'étranger, ils sont retournés aux temps d'Andrew Jackson et de George Washington, qui se fixaient comme but de se tenir à l'écart de toute guerre, même au Canada. Nous ne pouvons nous reposer sur eux du soin de notre protection; soit dit sans oublier qu'il importe au suprême degré que nous jouissions de leur collaboration et de leur bienveillance. Nous nous réjouissons de la récente entrevue de notre premier ministre avec le président, au cours de laquelle ces deux personnages ont prononcé, à l'adresse des dictateurs, des paroles qui se sont imposées à la sagesse et au jugement du pays.

Toutefois, songeons à ce qu'ont produit, depuis 1920, nos efforts en vue de plaire aux Etats-Unis. Le traité de Washington nous a coûté l'alliance japonaise. En 1926, le gouvernement de l'époque, jugeant l'Empire britannique trop fort, obtint le statut de Westminster au cours d'une conférence impériale. L'amitié des Etats-Unis est évidemment d'une grande importance pour le Canada, mais elle est comme tout ce qui a du prix,—nous avons plus de chances de l'obtenir en étant fermes qu'en cédant à chaque instant. Pour citer un exemple, plusieurs Etats américains doivent des sommes considérables aux portefeuilleistes britanniques, mais les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir ont refusé d'aborder la question de crainte de blesser les susceptibilités des Américains. De fait, on croirait parfois que la politique étrangère britannique est plus soucieuse de l'opinion américaine que de la sécurité de la Grande-Bretagne. Par contre, nous avons vu de nombreux journaux américains critiquer M. Chamberlain à cause du pacte de Munich. Je n'ai pu découvrir que trois ou quatre journaux qui se sont abstenus de critiquer la Grande-Bretagne et M. Chamberlain sur cette question. Je crois que le moment est venu où il va falloir, comme en 1812, compter sur la protection de la Grande-Bretagne. Voici une caricature qui expose les faits dans toute leur brutalité:

L'Oncle Sam: Si quelque chose arrive à John Bull, il s'agira pour moi de vous aider.

Jack Canuck: Oui, et que le Ciel nous vienne en aide à tous deux.

Sur cette caricature notre vieil ami l'oncle Sam parle à Jack Canuck, et ce dernier lui répond: "S'il faut compter sur vous, il en est